

# so!i

Focus

## Justice dans les chaînes d'approvisionnement

# **Votre engagement fait la différence !**

**solidar.ch**

**Suivez-nous sur les réseaux sociaux**



**Photo de couverture**

Ouvrière dans une usine textile cambodgienne où les travailleur-euse-s doivent effectuer des heures supplémentaires non rémunérées. Photo : ILO/Tiffany Tsang.



## Chère lectrice, cher lecteur

Le *Black Friday* approche, avec ses bonnes affaires qui nous poussent chaque année à acheter des choses dont nous n'avons pas besoin. Les travailleuses et les travailleurs des pays à faible et moyen revenu en paient le prix. Elles et ils produisent nos jeans, nos portables ou l'huile de palme de nos barres de chocolat, dans des usines et des plantations pour des salaires de misère, en accumulant les heures supplémentaires. Leurs salaires représentent une fraction du prix de vente.

Comment se peut-il que des personnes qui s'épuisent chaque jour à la tâche restent enlisées dans la pauvreté tandis que les entreprises amassent des milliards ? Nulle part ailleurs, les inégalités ne sont aussi flagrantes que dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, dont les premiers maillons, complexes et opaques, se trouvent dans les pays d'intervention de Solidar et les derniers dans nos magasins.

Dans ce numéro, nous nous demandons comment mettre ces entreprises, qui bafouent les droits humains ou les normes environnementales tout au long de ces chaînes de production, face à leurs responsabilités. Les engagements volontaires suffisent-ils ? Quels sont les effets des labels ? Et quel rôle les réglementations officielles jouent-elles ?

Face au recul des acquis sociaux et à la course au profit, notre combat pour la justice dans les chaînes de valeur reste indispensable.

**Felix Gnehm**  
Directeur de Solidar Suisse

## Sommaire



### Focus

## Justice dans les chaînes d'approvisionnement

Nous pouvons contribuer à l'exploitation du personnel et à la destruction de l'environnement ou, au contraire, renforcer les solutions alternatives par notre mode de consommation, mais ce sont les entreprises qui sont responsables du respect des droits humains et des normes environnementales dans leurs chaînes d'approvisionnement. Solidar Suisse s'engage pour qu'elles rendent des comptes.

**Page 6**

En bref	4
Focus	6
Interview	14
Actualité	15
En coulisses	16
Chronique	17
Rétrospective	18
Dernière page	19

Événement à Genève

# Le festival Filmar est de retour

Cette année encore, la section genevoise de Solidar Suisse prend part à la 27<sup>e</sup> édition de Filmar en Amérique latine, qui met à l'honneur le cinéma indépendant et les cinéastes d'Amérique latine. L'événement se déroule du 14 au 23 novembre 2025 à Genève.

En tant que partenaire, Solidar Suisse Genève a participé le 15 novembre à la projection du film *La Hija Cóndor*, réalisé par Alvaro Olmos Torrico, aux Cinémas du Grütli. Ce dernier raconte l'histoire d'une jeune femme issue d'une communauté quechua, qui part rejoindre la ville pour poursuivre son rêve : devenir chanteuse. À travers son histoire, le film met en lumière les tensions entre traditions et société contemporaine en Bolivie. À la suite de la projection, notre responsable de partenariats privés, Amélie Ardaya, a présenté les projets de Solidar Suisse dans ce pays, notamment en faveur des jeunes et des communautés locales, qu'elle a pu visiter au début de l'année 2025.

Nouveauté de cette édition : nous étions également présent-e-s le 18 novembre, aux Cinémas du Grütli, pour faire découvrir notre travail et échanger avec toutes les personnes intéressées sur nos actions pour une société plus juste et solidaire.

Et si vous avez du temps, ne manquez pas la cérémonie de clôture le 23 novembre 2025 à La Cité Bleue à Genève !



Photo : Filmar



Campagne

## Un prix pour Solidar Suisse

Solidar Suisse a remporté le Swiss Out of Home Award dans la catégorie Public Service pour sa campagne visuelle sur les inégalités. Le prix lui a été remis début septembre.

**3**  
**millions**

de personnes meurent chaque année à la suite de maladies ou d'accidents du travail

## Clap de fin réussi pour la Labour Rights Academy

Pendant trois ans, Solidar Suisse a formé des travailleurs et des travailleuses de l'industrie textile et de la chaussure de Bosnie-Herzégovine aux droits du travail, et encadré leur engagement syndical dans le cadre de la Labour Rights Academy. Les 62 personnes diplômées de l'académie occupent aujourd'hui des postes clés au sein des syndicats du secteur dans les deux régions du pays. Une participante est même devenue présidente. Cela renforce les liens entre les syndicats, qui peuvent s'engager plus efficacement contre les abus, tels que le non-versement des cotisations de retraite, les conditions de travail précaires et la stagnation des salaires. Grâce au renforcement de leur pouvoir de négociation et à une meilleure connaissance des lois, les membres du personnel ont pu obtenir des avancées dans la nouvelle loi sur le travail et dans de nombreuses conventions collectives renégociées au niveau des entreprises.



## Consommation équitable

Tout le monde peut contribuer à bannir l'exploitation et la destruction de l'environnement causées par les chaînes d'approvisionnement. Nos choix de consommation servent de levier pour renforcer les solutions alternatives équitables et intensifier la pression politique et sociale sur les entreprises. Nous pouvons :

- **Acheter moins, utiliser plus longtemps** : l'entretien et la réparation des appareils électroniques ou des vêtements préservent les ressources et évitent les déchets. Privilégier si possible les articles de seconde main.
- **Choisir un mode de production équitable** : acheter des articles qui ont été fabriqués dans des conditions équitables et qui répondent aux normes vérifiables de durabilité.
- **S'informer et s'engager** : se forger un avis éclairé, soutenir les initiatives équitables et s'engager politiquement pour que des règles justes deviennent contraignantes.



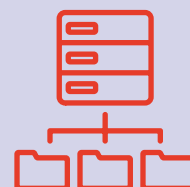
Pour d'autres conseils, rendez-vous sur [solidar.ch/comment-agir](https://solidar.ch/comment-agir)

### En interne

## Nouvelle base de données

Solidar Suisse modernise sa base de données de dons et d'adresses pour que votre soutien précieux soit géré de manière encore plus diligente et efficace. Une telle transformation implique des défis techniques et de petites erreurs peuvent se glisser dans la comptabilisation des dons pendant la phase de transition. Nous en appelons donc à votre indulgence si des « couacs » surviennent au début.

L'important, c'est que tous les dons nous parviennent et soient comptabilisés correctement. Nous vous remercions pour votre confiance et votre soutien fidèle !





Des travailleuses et des travailleurs dans une usine textile au Cambodge.

## Focus

# Justice dans les chaînes d'approvisionnement

Les chaînes de valeur mondiales de nos produits de consommation sont complexes, effrénées, et leur transparence à elle seule, constitue un défi. Ces chaînes renferment aussi une immense asymétrie du pouvoir. En haut, se trouvent les entreprises des pays riches qui amassent des profits. En bas, les travailleurs et les travailleuses des pays à faible et moyen revenu, qui ne peuvent vivre de leur salaire. L'expérience l'a montré, les engagements volontaires des entreprises n'empêchent ni l'exploitation du personnel ni la destruction de l'environnement. Des règles contraignantes s'imposent.

---

Découvrez dans ce numéro comment Solidar s'engage pour des chaînes d'approvisionnement plus justes.

- 8 Non à l'exploitation, oui à la diligence**
- 10 La transparence renforce les syndicats au Cambodge**
- 11 Les communes, un levier pour la justice**
- 12 Vers un cuir plus équitable au Bangladesh**
- 13 Les multinationales suisses doivent prendre leurs responsabilités**



# Non à l'exploitation, oui à la diligence

Partout dans le monde, des millions de personnes sont exploitées, en dépit des règles internationales, des initiatives volontaires des entreprises et des labels. Comment faire pour que les entreprises respectent les droits humains et les normes environnementales dans leurs chaînes d'approvisionnement ?

Texte : Anja Ibkendanz, responsable de programme Asie

Noël approche. Dans la boutique de commerce équitable, un camion de pompiers en bois coûte deux fois plus cher que la version en plastique avec gyrophare du grand magasin d'en face. Mon neveu préférera certainement le modèle moins cher. Et si je craquais pour le t-shirt de l'enseigne à bas prix d'à côté ? La mauvaise conscience me rattrape, surtout après ma visite dans des usines textiles et d'électronique où nous intervenons pour renforcer les droits du travail.

## Des profits en hausse, des droits en berne

Même si j'ai une responsabilité en tant que consommatrice, je n'ai pas le pouvoir d'imposer aux entreprises de respecter les droits humains et du travail. Les chiffres montrent pourtant le revers de ce qui devrait être une évidence. En effet, pendant que les multinationales engrangent des profits records, plus

de 27 millions de personnes travaillent dans des conditions d'esclavage moderne selon l'Organisation internationale du travail (OIT), une tendance à la hausse. Près de trois millions de personnes meurent chaque année à la suite de maladies ou d'accidents du travail et 138 millions d'enfants triment, dont 54 millions dans des conditions dangereuses pour leur santé. Les droits consacrés dans les normes du travail de l'OIT sont bafoués, souvent dans l'impunité la plus totale.

## Des systèmes volontaires imparfaits

Des lignes directrices internationales existent depuis les années 1970, telles que les directives de l'OCDE ou les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Elles ne sont toutefois pas juridiquement contraignantes. Si certains accords commerciaux prévoient

désormais des critères environnementaux et sociaux, ils ne sont en général assortis d'aucune possibilité de recours ou de sanction rigoureuse.

Sous la pression des syndicats et de la société civile, les entreprises ont mis en place des programmes volontaires de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), parfois bien intentionnés, mais rarement efficaces. Ils ne comportent ni contrôles indépendants ni sanctions claires et ne couvrent pas la totalité des chaînes d'approvisionnement. Beaucoup restent superficiels et servent plutôt à soigner l'image de marque de la société qu'à améliorer réellement les conditions de travail.

### **Le commerce équitable et les labels ne suffisent pas**

Le commerce équitable repose aussi au départ sur une base volontaire. Les mouvements de solidarité comme celui pour le Nicaragua dans les années 1980, soutenu par Solidar Suisse, ont conduit à la création d'entreprises dans le commerce du café. Le premier label indépendant de commerce équitable, Max Havelaar, est né en 1988. Le téléphone portable équitable (Fairphone) montre que même les chaînes complexes d'approvisionnement peuvent être plus équitables.

**Il faut des dispositifs légaux et des mécanismes de recours et de surveillance contraignants à l'échelle internationale, ainsi que des systèmes nationaux efficaces de contrôle et de sanction.**

Des problèmes subsistent. Les augmentations de prix sont souvent trop modestes, la transparence insuffisante. Ces trente dernières années, de nombreuses normes ont été élaborées dans les domaines du travail et de l'environnement, souvent grâce à des initiatives multipartites rassemblant des entreprises engagées et des organisations de la société civile qui se concentrent sur des chaînes d'approvisionnement internationales bien précises. Comme celle de la Fair Wear Foundation, fondée en 1999 et représentant 140 marques, ou de la norme RSPO pour l'huile de palme. Mais les syndicats sont rarement impliqués, les contrôles souvent annoncés et le personnel intimidé en amont. Le programme Better Work de l'OIT (p. 10) fait exception. Si les labels et les contrôles menés par des organismes de certification peuvent être une étape importante, ils ne sauraient se substituer aux règles légales. Il faut des dispositifs légaux et des mécanismes de recours et de surveillance contraignants à l'échelle internationale, ainsi que des systèmes nationaux efficaces de contrôle et de sanction.

### **Des lois à peine introduites, aussitôt menacées**

L'ONU négocie depuis 2014 un accord contraignant sur les

entreprises et les droits humains. Plusieurs cycles ont eu lieu à Genève en 2025. Cet accord imposerait aux États de créer des règles contraignantes et de renforcer les possibilités de recours des personnes concernées.

Certains pays prennent les devants. L'Allemagne, par exemple, dispose d'une loi sur les chaînes d'approvisionnement depuis 2023. Toutefois, alors que des règles plus strictes sur le devoir de diligence des entreprises semblaient encore en bonne voie jusqu'à récemment, la directive de l'UE entrée en vigueur il y a un an est déjà mise à mal. Les entreprises se plaignent de la charge administrative et demandent des assouplissements. Le devoir de diligence ne devrait plus s'appliquer aux entreprises du commerce direct, alors que les pires conditions se retrouvent souvent à la source de la chaîne d'approvisionnement. En Allemagne aussi, des voix s'élèvent pour réclamer l'abolition de la loi.

### **Des modèles d'hier pour des défis d'aujourd'hui**

Tandis que l'économie de plateforme, l'IA et le changement climatique transforment le monde du travail, les normes internationales ou règles nationales contraignantes font toujours défaut. Les droits de douane compriment les marges, aux frais des travailleur·euse·s, risquant le recul plutôt que le progrès.

### **Ce que doit faire la Suisse**

Chez nous aussi, une pression politique s'impose. Si la refonte de l'initiative pour des multinationales responsables est un pas important (p. 13), elle doit pourtant dompter la résistance de puissantes associations professionnelles comme Economiesuisse et SwissHoldings. Cet été, elles ont remis aux parlementaires une fiche d'information intitulée « Entreprises responsables – déjà une réalité ! » Celle des travailleur·euse·s des pays à faible et moyen revenu dit pourtant tout autre chose.

### **Ce que fait Solidar Suisse**

Solidar Suisse fait partie de la coalition pour des multinationales responsables et combine le travail de ses organisations partenaires sur place à son engagement en Suisse. Nous nous battons dans le monde entier pour des conditions de travail équitables, par exemple dans l'industrie textile au Cambodge (p. 10), dans le secteur du cuir au Bangladesh (p. 12) ou dans la production d'huile de palme. En Suisse, nous sensibilisons au lien entre notre mode de consommation et les conditions de travail indignes dans les pays de production au moyen de campagnes sur les jeux et jouets, les appareils électroniques ou l'huile de palme équitables. Nous nous engageons en faveur d'achats publics durables et portons la voix des travailleurs et travailleuses des pays à faible et moyen revenu dans les processus politiques, y compris au niveau de l'UE.

### **Ce que tout le monde peut faire**

La population seule ne peut imposer un devoir de diligence, mais elle peut agir (p. 5). Boycotter le Black Friday. Poser des questions. Acheter moins, utiliser plus longtemps. Choisir des produits équitables. Soutenir les initiatives solidaires. Une vie juste dans un monde injuste commence en prenant de petites décisions, et en s'engageant pour de grands changements. ●

# La transparence renforce les syndicats au Cambodge

Au Cambodge, près d'un million de travailleurs et de travailleuses produisent des textiles et des chaussures, premiers biens d'exportation du pays, et bénéficient à peine de la croissance économique.

Texte : Deeksha Gulati, coordinatrice de projet du programme Asie pour le travail décent

Bas salaires, surendettement, sécurité défaillante au travail... C'est pour améliorer les mauvaises conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales que l'Organisation internationale du travail (OIT) a lancé le programme Better Factories Cambodia (BFC) en 2001. Avant, les seuls contrôles consistaient en des audits privés, dont les résultats étaient prati-

quement inaccessibles au personnel et aux syndicalistes. Better Factories vient combler cette lacune. Le programme contrôle les conditions de travail dans les usines et publie les résultats sur un portail public en ligne. Au départ, le personnel et les syndicalistes s'en servaient rarement, car il était peu intuitif et les informations difficiles à comprendre.



Des travailleuses dans une usine textile cambodgienne où les preuves d'abus ont permis d'améliorer les conditions de travail.

En 2018, Solidar Suisse a donc commencé à former le personnel, aux côtés de syndicats cambodgiens et avec le soutien de la Direction du développement et de la coopération (DDC), pour lui permettre d'accéder aux données et de les utiliser dans les négociations avec les entreprises qui les emploient.

## Des abus prouvés

Depuis, la formation a été dispensée à 6518 travailleurs, travailleuses et syndicalistes, et a transformé un instrument destiné à soigner l'image de marque de l'entreprise en moyen de promouvoir les droits du travail. « Nous documentons tout. Les conflits, les jours de congé refusés, les retards de paiement. En apportant des preuves des problèmes à la direction, nous avons par exemple obtenu l'élimination des fontaines à eau malodorantes et l'amélioration des systèmes d'aération dans les halles de production », raconte Moa Srey Mom de la Cambodian Alliance of Trade Unions (CATU).

Ces preuves permettent au personnel de réclamer certaines normes aux entreprises, y compris lors de la négociation de conventions collectives. Cela permet aussi d'infléchir le rapport de force. Ainsi, les responsables ne peuvent plus nier les abus ni balayer les revendications au prétexte qu'elles seraient anecdotiques.

## Des succès concrets

Avec le temps, les travailleuses et les travailleurs ont commencé à générer leurs données confrontant le respect allégué des dispositions aux conditions réelles. Les entreprises ont été mises face à leurs responsabilités, au-delà des audits formels annuels.

Cet engagement a largement porté ses fruits, comme en témoignent les progrès réalisés dans les usines où le personnel a été formé : amélioration de la sécurité au travail et de la protection de la santé, paiement des salaires et des heures supplémentaires, octroi d'indemnités de licenciement, action contre le stress thermique et les violences liées au genre. Dans l'une de ces usines, les données ont permis de faire passer les frais de repas de 40 à 60 centimes et de mettre en place une indemnité de santé et de congé volontaire de

dix francs. Ces victoires renforcent aussi l'assurance et la capacité d'action des travailleurs et travailleuses, qui prennent conscience de leur aptitude à faire respecter leurs droits.

### Des syndicats forts essentiels

Certains aspects demeurent malgré tout problématiques. Les syndicats n'ont pas accès aux rapports détaillés, les noms des usines sont enregistrés en anglais et donc difficiles à trouver en ligne, le site web est difficilement accessible et pratiquement inutilisable pour le personnel sans formation. Dans le cadre du programme Better Factory de l'OIT, les syndicats ont appelé au soutien du personnel et obtenu, par exemple, la traduction des pages d'accueil en khmer, la langue nationale.

L'expérience cambodgienne montre que les données accessibles au public n'insufflent un réel changement que si des syndicats forts peuvent se servir de la transparence comme levier pour responsabiliser les entreprises, renforcer le pouvoir de négociation dans l'usine et obtenir des améliorations à l'échelle du secteur, et devenir des agents du changement. ●

## Votre don compte !

**70**  
francs

Avec 70 francs, vous permettez à dix syndicalistes de se former à l'utilisation des données du programme Better Factories.

**150**  
francs

Avec 150 francs, les syndicalistes peuvent échanger des stratégies pour la sécurité sur le lieu de travail et contre le harcèlement sexuel.

**200**  
francs

Avec 200 francs, les travailleur·euse·s apprennent dans le cadre d'un atelier d'une demi-journée à documenter les abus tels que les vols de salaires, le stress thermique ou le harcèlement.



[solidar.ch/fr/agir](https://solidar.ch/fr/agir)



# Les communes, un levier pour la justice

Solidar Suisse se mobilise depuis des années en faveur d'achats publics durables. Une nouvelle loi aide les autorités engagées.

Texte : Katja Schurter, rédactrice

Les communes contribuent au respect de conditions de travail dignes et des normes environnementales dans les chaînes d'approvisionnement, par exemple lors de l'achat d'ordinateurs pour les écoles ou de pavés pour les rues. Avec une enveloppe de 41 milliards de francs par an, le secteur public jouit d'un immense pouvoir de marché, qui l'investit aussi d'une responsabilité. Solidar se mobilise depuis 2008 en faveur d'achats publics durables.

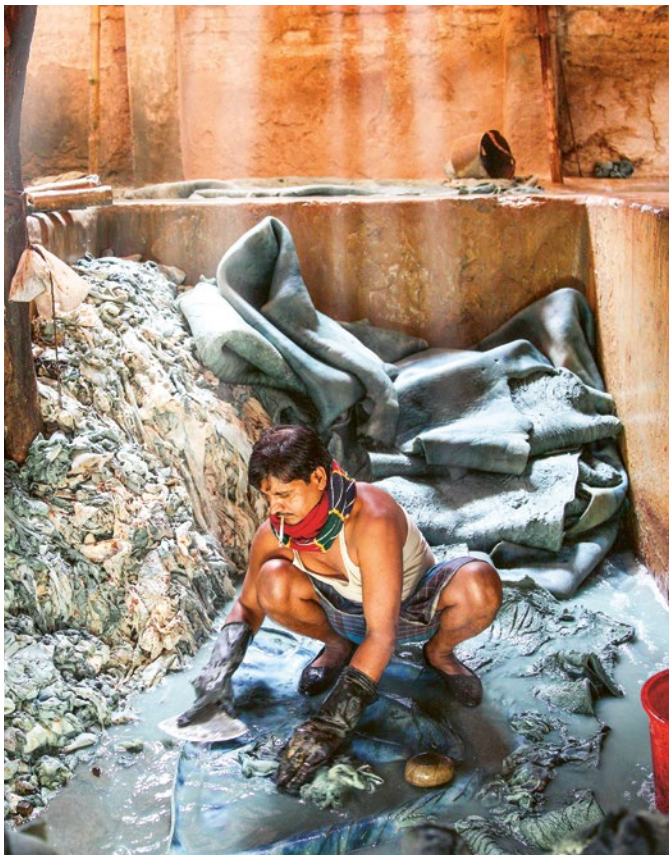
En 2011, nous avons lancé le premier classement des communes pour établir la place accordée à la durabilité sociale par les communes suisses dans leurs achats. En parallèle, nous avons œuvré, avec succès, aux côtés d'autres ONG pour inscrire ces aspects dans la révision de la loi sur les marchés publics. La loi entrée en vigueur en 2021 offre une plus grande marge de manœuvre pour les critères durables.

### La sécurité juridique comme levier

« La loi apporte une sécurité juridique », affirme Olivia Bolliger, de la Fondation Pusch, qui aide les communes dans leurs achats durables. Des différences importantes subsistent, car souvent, la concrétisation de l'engagement dépend des individus. Mais, de plus en plus de communes s'emparent du sujet. « Face à la hausse de la demande, nous avons lancé il y a deux ans une offre d'accompagnement des communes dans l'élaboration de directives. »

Le classement des communes de Solidar de 2023 a confirmé cette tendance positive. Davantage de communes inscrivent des critères sociaux et écologiques dans des directives contraignantes. Des labels tels que Cité de l'énergie ou Fair Trade Town offrent également un soutien et une incitation en ce sens. Une étude de Fair Trade Town montre, par des exemples positifs tirés de la pratique et des recommandations concrètes, comment exploiter les nouvelles possibilités. « Certaines communes recherchent notre accompagnement parce qu'elles ont ou veulent obtenir le label Cité de l'énergie ou Fair Trade Town », explique Olivia Bolliger. La nouvelle loi a aussi un effet politique. « Elle facilite l'adoption d'initiatives durables à la municipalité. » ●

**Offre de conseil de Pusch** : [pusch.ch/fr/pour-communes/achats-responsables](https://pusch.ch/fr/pour-communes/achats-responsables)  
**Recommandations de Fair Trade Town** : [bit.ly/47gs0bt](https://bit.ly/47gs0bt)



Un travailleur traite du cuir dans une tannerie du Bangladesh.

# Vers un cuir plus équitable

Au Bangladesh, une plateforme rassemble les parties prenantes pour un secteur du cuir écologique aux conditions de travail décentes.

Texte : Indira Gartenberg, responsable du programme Asie pour le travail décent

Produits chimiques dangereux, bas salaires et pollution environnementale caractérisent le secteur de la production de cuir au Bangladesh. Les organisations de la société civile dénoncent les violations des droits du travail, en particulier dans les tanneries. « Les troubles cutanés ou pulmonaires, les maux de tête, la diarrhée et la fatigue sont fréquents à cause des produits chimiques dangereux que les travailleurs et les travailleuses doivent manipuler sans protection », indique l'ONG Asia Foundation. « La plupart des tanneries ne respectent pas les normes nationales ou internationales relatives à l'entre-

posage, au transport et à l'utilisation de tels produits. » La pollution environnementale des tanneries affecte aussi lourdement les communes avoisinantes.

## La part d'ombre d'une force économique

Les tanneries et les usines de chaussures et produits en cuir, deuxième article d'exportation du pays, emploient directement ou non près d'un million de personnes. Le Bangladesh exporte actuellement ses articles en cuir dans 53 pays, dont la Suisse. Les chaussures comptent pour plus de la moitié et la demande continue d'augmenter. En 2019, le gouvernement a défini l'industrie émergente du cuir comme secteur prioritaire et créé un groupe de travail de haut niveau chargé d'améliorer le respect des dispositions, de protéger les droits des travailleurs et des travailleuses et d'obtenir les certifications internationales.

Mais les défis sont immenses et les phénomènes comme la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine ou la politique douanière états-unienne ont encore aggravé l'insécurité au travail, l'irrégularité des paiements et l'exploitation du personnel. La restriction de la société civile par le gouvernement bengali a aussi rétréci la marge de manœuvre des syndicats et des organisations de la société civile à imposer des améliorations et faire valoir les droits.

## Une lutte collective pour de meilleures normes

Pour rassembler les différentes parties prenantes, malgré les résistances, autour d'une industrie du cuir plus durable au point de vue social et écologique, l'organisation partenaire de Solidar Bangladesh Occupational Safety, Health and Environment Foundation (OSHE) avec le soutien de la Direction du développement et de la coopération (DDC), a codéveloppé le Leather Development Forum (LDF). La plateforme réunit société civile, entreprises, gouvernement, syndicats et monde scientifique aux échelons national et international et permet aux syndicats et aux organisations d'échanger leurs connaissances. Des idées d'améliorations durables de la sécurité du travail, de la protection de la santé, des questions de genre et des normes internationales sur les droits du travail et de l'environnement peuvent être élaborées collectivement. Un projet couronné de succès, puisque le gouvernement s'est servi d'une étude du LDF comme référence pour adopter une hausse du salaire minimal dans les tanneries devant entrer en vigueur en décembre. Une proposition visant à inscrire le congé de maternité dans le droit du travail a été créée et des recommandations de réglementations liées au travail et à l'environnement ont permis d'améliorer le traitement des eaux usées.

## Quand le mondial s'allie au local

« Le LDF aide aussi les entreprises à satisfaire aux prescriptions sur le devoir de diligence pour les droits humains et l'environnement afin de les préparer aux normes telles que la nouvelle directive de l'UE », explique Alam Hossain, directeur d'OSHE. Les règles internationales peuvent ainsi aider travailleurs et travailleuses à faire valoir leurs droits malgré des lois nationales faibles ou inappliquées. À l'inverse, les syndicats locaux peuvent faire pression quand les mécanismes internationaux se révèlent inefficaces. ●

# Les multinationales suisses doivent être tenues responsables

Régulièrement, les multinationales basées en Suisse violent les droits humains ou détruisent l'environnement. Elles doivent rendre des comptes.

Texte : Zina Mannai, Coalition pour des multinationales responsables

La deuxième initiative pour des multinationales responsables a été déposée en mai dernier afin que des multinationales comme Glencore puissent être tenues responsables lorsqu'elles tirent profit du travail des enfants ou détruisent des régions entières. Quelque 10 000 bénévoles ont collecté les signatures en un temps record.

## La Suisse, bientôt cancre de l'Europe

Ces dernières années, divers pays européens tels que la France, l'Allemagne et la Norvège ont introduit des lois sur la responsabilité des multinationales. Par ailleurs, une directive européenne sur le devoir de vigilance établissant des règles harmonisées pour les multinationales dans toute l'UE a été adoptée en 2024. La Suisse est donc à la traîne en Europe, ceci bien que la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter ait promis en 2020, lors de la campagne sur la première initiative, d'agir de façon coordonnée au niveau international et de mettre les entreprises en Suisse et dans l'UE « sur un pied d'égalité ».

## Un mouvement accroît la pression sur les politiques

Début septembre, le Conseil fédéral a annoncé l'élaboration d'un contre-projet indirect à la nouvelle initiative, dont le contenu concret n'est pas encore déterminé. La consultation devrait débuter au printemps 2026, pour que le Conseil fédéral puisse transmettre son message d'ici novembre 2026 au Parlement, qui devra ensuite délibérer. Il est essentiel que le mouvement pour des multinationales responsables continue de prendre de l'ampleur au cours de ce processus, d'une part pour accroître la pression sur le Conseil fédéral et le Parlement, d'autre part pour préparer la campagne de votation. La Suisse a besoin d'une loi efficace pour que les multinationales puissent être tenues responsables lorsqu'elles violent les droits humains ou polluent l'environnement.

## Abus dans les plantations de Socfin

Les médias et les organisations de la société civile relaient régulièrement de nouveaux abus auxquels sont mêlées les multinationales suisses. À l'instar du groupe agroalimentaire Socfin, qui gère des plantations de palmiers à huile et de caoutchouc dans dix pays d'Afrique et d'Asie. Le siège officiel de Socfin se situe au Luxembourg, mais ses principales activités commerciales et de gestion passent par la Suisse. Depuis des



Des travailleuses ramassent des fruits dans une plantation de palmiers à huile de Socfin au Sierra Leone.

années, pas moins de quinze plantations sont visées par de graves accusations, telles que conflits fonciers avec indemnisation insuffisante ou inexistante, pollution environnementale et exploitation sexuelle des travailleuses. Des femmes racontent avoir été contraintes à des actes sexuels par leurs supérieurs pour pouvoir continuer à travailler dans les plantations. Des riveraines qui devaient traverser les plantations de Socfin disent avoir été violées. Les protestations contre Socfin sont souvent brutalement réprimées par la police et les forces de sécurité. La multinationale a aussi pour réputation de faire taire les voix indésirables au moyen de plaintes. ●

### Podcast « Mon œil » en direct

Envie d'en savoir plus ? Le 2 février 2026, un épisode du podcast de Public Eye « Mon œil » sera enregistré en direct à Lausanne, avec Sylvie Aranda de Solidar Suisse, membre du comité de l'Initiative pour des multinationales responsables.



L'épisode sera ensuite disponible sur toutes les plateformes de podcasts habituelles. Pour plus d'infos :

[responsabilite-multinationales.ch/podcast](https://responsabilite-multinationales.ch/podcast)

Soutenez l'initiative pour des multinationales responsables en commandant un drapeau sur [responsabilite-multinationales.ch/materiel](https://responsabilite-multinationales.ch/materiel)

# « Pas facile de définir des mesures efficaces »

Passer de la théorie à la pratique, ou comment les entreprises suisses peuvent intégrer les droits humains et les normes environnementales dans leurs activités. Les idées de Sibylle Baumgartner, codirectrice de focusright.

Interview : Katja Schurter, rédactrice



Sibylle Baumgartner  
Codirectrice de focusright

## Focusright conseille les entreprises. À quels obstacles sont-elles confrontées en voulant assumer leurs responsabilités envers l'être humain et l'environnement ?

D'une part, à la complexité générale des chaînes d'approvisionnement. D'autre part, aux nombreux aspects dont elles doivent tenir compte pour respecter les droits humains et les normes environnementales dans leurs activités. Pas facile de définir des mesures efficaces.

## Comment réduire le risque de violations des droits humains dans les chaînes d'approvisionnement ?

L'entreprise doit d'abord définir les aspects qu'elle veut investiguer. Le choix des matériaux de fabrication soulève la question des risques liés aux matières premières. Comment influencer leur production ? Faut-il choisir des matières premières issues d'une production durable ? Ces décisions prennent du temps et la direction de l'entreprise doit y réfléchir.

## Comment impliquer différentes parties prenantes ?

Tout dépend du sujet. Pour un excès d'heures supplémentaires, nous recommandons des groupes de travail avec le personnel pour comprendre la cause. Le salaire est peut-être trop bas sans heures supplémentaires, ce qui n'est pas toujours aisé à établir, encore moins tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Les mandats sont peut-être octroyés à trop courte échéance, ce qui nécessiterait de modifier en profondeur

« Les nouvelles règles ont poussé beaucoup plus d'entreprises à se confronter au devoir de diligence. »

les pratiques de l'entreprise. Pour les matières premières, comme le cobalt de la République démocratique du Congo, le manque de traçabilité rend le dialogue direct difficile. Il faut alors partir du principe que les risques connus existent, jusqu'à preuve du contraire.

## Quel rôle joue la transparence ?

Il est important de distinguer traçabilité et transparence. Les deux sont importantes. Sachant la complexité et le caractère effréné des chaînes d'approvisionnement, nous déconseillons d'in-

vestir trop d'énergie dans la traçabilité au détriment de mesures axées sur les résultats.

## Comment votre collaboration avec les entreprises se présente-t-elle concrètement ?

Elle vise essentiellement à reconnaître les risques les plus graves et les abus éventuels et à comprendre comment déployer des mesures et les implanter dans l'entreprise. Quelles questions poser, qui former, comment aménager les mécanismes de recours pour que les personnes concernées osent s'en servir ? Avec quel-le-s fournisseur-euse-s dialoguer ?

## Quelle responsabilité revient aux gouvernements où se trouvent les sites de production ?

Une responsabilité immense. La plupart disposent de lois du travail sans toutefois les mettre en œuvre. Des systèmes de surveillance et des inspections du travail qui fonctionnent peuvent servir d'orientation aux entreprises.

## Faut-il des prescriptions légales dans les pays de consommation ?

Quand j'ai cofondé focusright il y a huit ans, il n'existait presque aucune prescription légale. Les nouvelles règles ont poussé beaucoup plus d'entreprises à se confronter au devoir de diligence. Aujourd'hui, les départements juridiques s'y intéressent à leur tour. Mais je ne peux pas dire que leur mise en œuvre soit plus engagée au sein de l'entreprise. Elle peut aussi devenir un exercice imposé. ●

## Renforcer la démocratie avec ComunicraIA

Une campagne pour motiver la population bolivienne à participer de manière active et respectueuse à la vie politique.

Texte : Abdel Padilla et Guimer Zambrana , communication Bolivie

« La démocratie vote pour vous », scandait, entre autres slogans, le réseau bolivien de communicateurs et communicatrices RedCom en amont de l'élection présidentielle bolivienne du mois d'août et du second tour en octobre. L'initiative ComunicraIA, dont le nom joue avec les mots « communication », « démocratie » et « IA », soutenue par l'ambassade suisse, entend promouvoir les valeurs démocratiques, une culture de la paix, le dialogue et la cohésion sociale.

### Contre la perte de culture politique

Le but de la campagne est de motiver la population à exercer ses droits de manière éclairée et respectueuse, en particulier grâce à des choix électoraux conscients. Elle doit être encouragée à se demander pour qui elle vote et pourquoi, à remettre en question ce qu'elle lit sur les réseaux sociaux et à suivre les règles du jeu démocratiques. Quand tout le monde respecte les droits d'autrui, la démocratie, qui contribue à façonner la vie, profite à tout le monde. « La démocratie vote pour vous. »

### Participer activement au processus démocratique

« Nous encourageons les jeunes à faire entendre leur voix et à remettre en question les avis des autres dans le respect. Les jeunes passent alors de la simple observation à la participation active au processus démocratique », explique Consuelo Montaña, chargée de communication de la commune de Chimore, dans le département de Cochabamba, et membre de Re-



L'ambassadrice suisse Maja Messmer Mokhtar (à droite) lors d'un événement du réseau des communicateurs et communicatrices sur la campagne ComunicraIA.

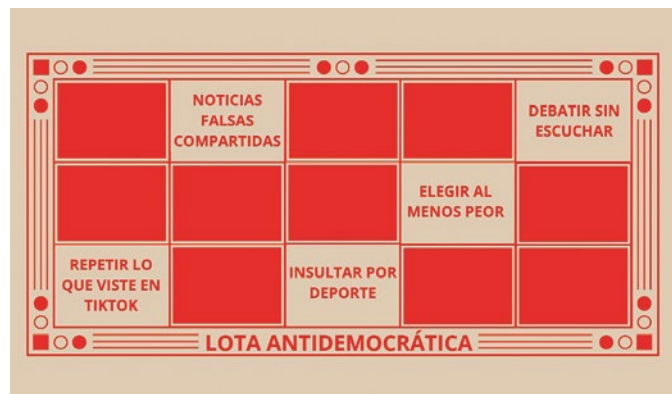
dCom. Aujourd'hui, le réseau de journalistes fondé par Solidar Suisse il y a vingt ans est devenu, avec 150 membres, le plus important du pays.

Pour la campagne ComunicraIA, des membres du réseau ont reçu une formation sur les droits humains et les méthodes de vérification des sources, car les fausses informations constituent un véritable problème en Bolivie.

### Un espace pour les débats publics

Aux côtés d'organisations de la société civile, les communicateurs et les communicatrices de RedCom offrent des espaces de réflexion et de débat public dans leurs communes pour inviter la population à se forger une opinion. Ainsi, l'émission de radio Kancha Parlaspa à Cochabamba, qui a organisé un débat sur la démocratie à l'ère des réseaux numériques. « Je pense que nous avons réussi à convaincre les personnes participantes d'exercer leurs droits et d'assumer la responsabilité de leurs décisions », affirme Lidia Tococari, réalisatrice de l'émission.

Des messages sont également diffusés sur les réseaux sociaux. Sur Facebook, par exemple, la question « Seguimos jugando con el futuro? » (« On continue de jouer avec l'avenir ? ») a été posée sous forme de Bingo. Les personnes qui suivaient la page pouvaient choisir une réponse parmi « Partager des fausses informations », « Débattre sans écouter », « L'insulte comme sport » ou « Choisir le moindre mal ». ComunicraIA a même fait la une du journal La Prensa de La Paz. La campagne a ainsi atteint une personne sur sept en Bolivie. ●



Publication Facebook avec un bingo antidémocratique.



## Une femme, de nombreux combats

Jamila Nawaz s'engage pour les droits des femmes et le travail décent malgré les restrictions de la société civile. Elle a déjà fait bouger des lignes et ne compte pas s'arrêter là.

Texte : Katja Schurter, rédactrice

« J'ai atterri dans l'aide humanitaire par hasard il y a vingt ans », raconte Jamila Nawaz en riant. Elle est restée, même si à l'époque, il était mal vu pour une femme de travailler dans ce domaine. En 2005, un séisme dévastateur qui l'a aussi touchée personnellement a achevé de la convaincre : « Je n'ai plus jamais envisagé de faire autre chose. J'aime

l'idée de pouvoir venir en aide à des personnes lorsqu'elles en ont le plus besoin. »

### Renforcer les droits des femmes

Les dix années passées chez Oxfam ont marqué le tournant de son engagement pour les femmes. « Je me suis rendu compte que les femmes surtout souff-

raient. Peu importe où je travaillais au Pakistan, elles étaient exposées à la violence, chez elles, dans les champs, au marché. Une violence tolérée tacitement. » Elle a vite compris qu'elle ne pouvait l'accepter et voulait agir. Elle a modifié le programme d'égalité hommes-femmes chez Oxfam, puis gagné en assurance et commencé à viser les postes de direction et de gestion.

Hélas, la situation des femmes et des enfants ne s'est pas améliorée. « Les femmes restent exposées au harcèlement, aux abus et à la discrimination. Faute de possibilités et d'accès aux ressources, elles envoient leurs enfants au travail. Et le progrès technologique a renforcé le harcèlement sexuel à travers les plateformes en ligne. » L'oppression est particulièrement grave en milieu rural. Jamila Nawaz, qui a eu la chance de grandir avec un père très soucieux de l'éducation de ses filles, mise sur l'éducation, les ressources économiques et les espaces protégés pour les femmes. « Nous ne pouvons pas sensibiliser des femmes qui manquent de nourriture à l'importance de scolariser leurs enfants. Elles ne sont pas en mesure d'entendre que le travail n'est pas bon pour les enfants. » Il est difficile de développer des projets qui induisent des changements durables pour les femmes, car les hommes ont peur de perdre le contrôle, le pouvoir et leurs privilèges. « Vous devez en faire des alliés. » Une tâche laborieuse. Jamila Nawaz le sait d'expérience.

### Une société civile sous pression

Depuis avril, Jamila Nawaz dirige le programme de Solidar au Pakistan, dans un contexte difficile. « La situation politique a complètement changé ces dernières années. Dans le monde entier et au Pakistan en particulier, la société civile est de plus en plus contrôlée et contrainte. » Dans l'entourage proche de Jamala Nawaz, des personnes ont été arrêtées et battues lors de manifestations. De plus, les coupes budgétaires menacent le travail des ONG. Beaucoup ont dû licencier du personnel et suspendre des projets. Dans le même temps, les catastrophes et les chocs climatiques récurrents aug-

mentent les risques pour la survie et la sécurité alimentaire, en particulier pour les femmes, les enfants, les travailleurs et les travailleuses. « Nous pouvons avoir un réel impact ici », affirme Jamala Nawaz. Mais le manque de moyens met cet engagement en péril.

### Le travail dangereux des femmes

Jamala Nawaz se bat aussi pour les droits du travail. « Seules quelques organisations s'engagent en ce sens. Solidar jouit ici d'une position forte grâce à ses valeurs. » Jamala Nawaz lutte contre le travail des enfants et pour de meilleures conditions pour le personnel de maison et d'exploitations agricoles. Là encore, c'est aux femmes que reviennent les tâches les plus dangereuses et les moins payées. Dans les champs de coton, une sur trois souffre de troubles cutanés à cause des pesticides. Les

femmes travaillent par 45° à l'ombre, souvent avec leurs enfants.

Le gouvernement agit peu contre le travail des enfants. Solidar Suisse s'engage donc concrètement, y compris au niveau politique, par exemple en créant des écoles communautaires ou en soutenant un projet pilote de tribunal des enfants à Lahore permettant un accès sûr et digne à la justice. Ce modèle doit à présent être étendu à tout le Pakistan. Quand elle ne travaille pas, Ja-

mila Nawaz emmène ses nièces et neveux dans les montagnes. « J'aime les enfants, mais le fait d'en avoir est difficile au Pakistan. » Elle espère un monde où chaque individu, qu'il soit enfant, femme ou homme, peut travailler, voyager seul et se sentir en sécurité. « Je me sens privilégiée d'avoir pu développer des compétences pour faire le travail qui me plaisait. Tout le monde devrait avoir cette possibilité et des espaces sûrs. C'est pour cela que je me bats. » ●

**« Nous ne pouvons pas sensibiliser des femmes qui n'ont pas assez à manger à l'importance de l'école pour leurs enfants. »**



**Dominic Deville**

Le satiriste, comédien et musicien punk commente l'actualité dans un numéro sur deux du Soli.

## Ah, les enfants !

Pas de panique ! Pour une fois, cette chronique ne portera pas sur les conditions souvent abominables dans lesquelles des enfants triment tous les jours, du Burkina Faso jusqu'au Laos. Pour satisfaire nos besoins primaires et nos écrans secondaires. Non. Je vais me défouler sur un autre sujet. Celui de l'attitude à avoir avec les **gamin-e-s** enfants pourri-e-s gâté-e-s qui vivent entre Pregny-Chambésy et Nauders, et entre Stabio et Rheinau.

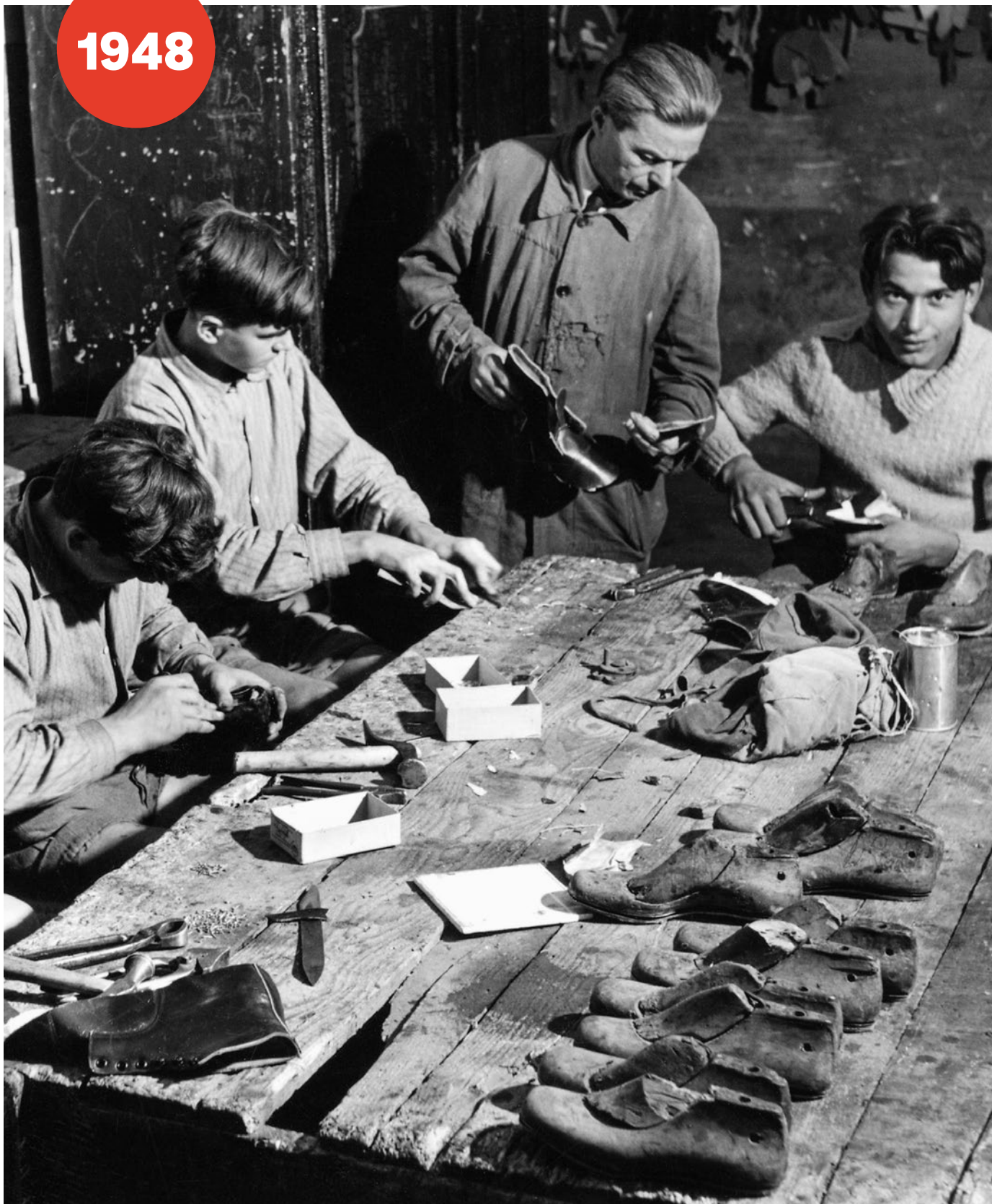
Parce que j'en ai le DROIT. Car, j'ai une formation d'éducateur de l'enfance. Et si vous vous demandez comment je vais passer de l'expérience pédagogique à une critique appliquée de la consommation en 1500 caractères, rassurez-vous, j'en ai la CAPACITÉ. Car, j'ai aussi une formation de satiriste.

Dans les écoles, on aime fixer des garde-fous, poser des limites, puis négocier les règles avec la classe, ce qui attend les **mîeêhes** enfants qui voudront les enfreindre. Ensuite, on applique. Et voilà le hic. Ou plutôt, le cirque. Parce que sans conséquences visibles, c'est vite du grand n'importe quoi. Un dix heures pris en sautant sur le trampoline, des feutres testés sur des supports assez inhabituels, comme le front des grands et grandes pédagogues par exemple, et des courses-poursuites endiablées une paire de ciseaux à la main. Horreur.

Nous pourrions donc dire qu'il y a peu de différence entre la moyenne des enfants suisses de l'école infantine et la moyenne des multinationales suisses. Les deux se placent avant tout au centre de leurs propres faits et gestes et les deux essaient d'imposer le plus possible leurs intérêts personnels. Dans le cas des **mêmes** enfants, il est tellement important que leurs actes aient des conséquences. Pour les multinationales, étonnamment, beaucoup moins.

Quel décalage ! Dans le pire des cas, l'enfant défigurera le front de son éducateur ou de son éducatrice. Jamais des écosystèmes entiers.

1948



## Une longue histoire de solidarité

En 1948, de jeunes garçons et des hommes du « foyer pour inadaptés » Cesare Beccaria d'Arese, non loin de Milan, fabriquent des chaussures avec du cuir offert par l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), devenue Solidar Suisse. À l'époque, il n'était pas question de chaînes d'approvisionnement complexes et injustes. Cette action d'aide s'inscrivait dans le travail de soutien mené par l'OSEO dans les pays voisins dévastés par la guerre, qui débuta par l'envoi de colis alimentaires.

## Le Sudoku de Solidar

	3	9			1			
		8		6				
	1		4	7	5		8	3
						2	1	8
2								6
3	8	1						
5	7		6	8	2		3	
				1		7		
			7			8	4	

### Solution

--	--	--	--	--	--	--	--	--

### Règles du jeu

Complétez les cases vides avec les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3 x 3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante : 1 = B, 2 = E, 3 = P, 4 = R, 5 = L, 6 = A, 7 = O, 8 = N, 9 = S

- 1<sup>er</sup> prix** Un sac du Salvador  
**2<sup>ème</sup> prix** Un porte-bonheur de Turquie  
**3<sup>ème</sup> prix** Des mangues séchées du Burkina Faso

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par e-mail à [contact@solidar.ch](mailto:contact@solidar.ch), objet « sudoku ».

**La date limite d'envoi est le 15 décembre 2025.** Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Soli 1/2026. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateur-ice-s de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du mot croisé paru dans le Soli 3/2025 était « Ne pas oublier ». Verena Wegmüller de Pfäffikon a gagné le livre « Frauen auf der Flucht » de Tina Ackermann, Elisabeth et Daniel Devaud de La Chaux-de-Fonds un porte-bonheur de Turquie et Heinz Bögle de Zurich des mangues du Burkina Faso.

### Mentions légales

#### Édition

Solidar Suisse  
 Chemin des Mouettes 4  
 1007 Lausanne  
 Tél. 021 601 21 61  
[contact@solidar.ch](mailto:contact@solidar.ch), [solidar.ch](http://solidar.ch)  
 IBAN CH49 0900 0000 1001 4739 9  
 Membre du réseau européen Solidar

#### Rédaction

Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Benjamin Gross, Sylvie Arnanda, Cyrill Rogger

#### Mise en page

notice.design

#### Traductions

Katja Schurter, alingui

#### Correction

Jeannine Horni, Valérie Knechciak

#### Impression et expédition

Mattenbach AG

#### Papier

Holmen Trend 2.0,  
 certifié ISO 14001 et FSC

#### Tirage

37 000 exemplaires (paraît quatre fois par an).

Le prix de l'abonnement est compris dans la cotisation (membres individuels 70 francs par an minimum, organisations 250 francs minimum).

#### Verso

Combattez avec nous les inégalités.  
 Visuel : Spinax Civil Voices.



Votre don en  
 bonnes mains.

# SO FIELD S pas salaires

Combattez avec nous les inégalités  
dans le monde : [solidar.ch](http://solidar.ch)

**solidar**  
**suisse**